



Plusieurs pays de l'Organisation des Etats Américains (OEA) ont condamné mardi la décision de la cour constitutionnelle dominicaine de dénationaliser des centaines de milliers de dominicains d'origine haïtienne. L'OEA considère cette décision comme une violation des droits de la personne et annonce l'ouverture d'une enquête.

Le secrétaire général de l'OEA Miguel Insulza a informé que la cour inter américaine des droits de l'homme va former une commission d'enquête, afin mener des investigations sur ce dossier en République Dominicaine.

Il a annoncé que dans environ 2 semaines la mission d'investigation de la cour inter américaine des droits de l'homme se rendra en République Dominicaine.

Le diplomate de l'OEA a promis de trouver une solution de consensus impliquant les deux pays.

L'ambassadeur haïtien à l'OEA Duly Brutus estime qu'un pas important a été franchi par cette disposition de l'OEA, qui vise à empêcher l'application de l'arrêt du tribunal constitutionnel dominicain.

Source VOA